**Observations et Points à Traiter**

Soumis à l’occasion de l’examen de la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques par le Royaume du Maroc

Présenté le 18 décembre 2015 par :

Robert F. Kennedy Human Rights

Collectif des défenseurs sahraouis des droits de l’homme

Association Sahraouie des Victimes de Violations Graves Des Droits de l’Homme Commises par l’Etat du Maroc

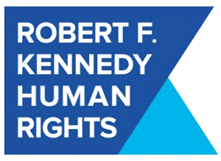
Action des Chrétiens Pour L’Abolition de la Torture - France

Fondation Danielle Mitterrand/France Libertés

Bureau des Droits de l’Homme au Sahara occidental

Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique

Adala UK

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
| AdalaUk (Human Rights for Western Sahara)**ADALA UK** |  |

Signataires de ce Rapport

**Robert F. Kennedy Human Rights** est une organisation non-gouvernementale dont le siège est à Washington, D.C. Fondée en 1968 en tant que mémorial vivant, elle s’efforce de réaliser la vision de Robert F. Kennedy d’un monde plus juste et plus pacifique. Ses initiatives principales se concentrent sur le pouvoir des individus, en offrant un soutien aux leaders locaux dans les campagnes de sensibilisation, les litiges judiciaires et le renforcement des capacités afin de promouvoir les mouvements de justice sociale à travers le monde.

Le **Collectif des défenseurs sahraouis des droits de l’homme** (CODESA) est une organisation non-gouvernementale locale basée à El Aaiún /Sahara Occidental, interdite d’enregistrement par les autorités marocaines, composée d’anciens disparus et prisonniers politiques. Le CODESA se fixe comme objectifs : de répertorier les violations et atteintes aux droits de l’homme sur les territoires du Sahara Occidental occupés par le Maroc ; de propager et promouvoir la culture des principes et valeurs des droits humains ; de contribuer à la constitution d’une société civile moderne qui croit à la Paix et à la résistance pacifique non violente ; et de défendre le droit inaliénable du Peuple Sahraoui à l’autodétermination, tel qu’il est reconnu par le droit international.

**L'Association sahraouie des victimes de violations graves des droits de l'homme commises par l'État Marocain** (ASVDH) est une organisation non-gouvernementale dont le siège est à El Aaiún et qui défend les intérêts des victimes de disparitions forcées et de toutes les victimes de violations graves des droits de l'homme. Sa mission est de défendre les droits des victimes et de leurs bénéficiaires, de promouvoir une culture universelle des droits de l'homme, de guider les jeunes dans une lutte non-violente pour faire valoir leurs droits, et de fournir un soutien psychologique aux personnes, en particulier aux femmes, qui ont fait l’objet de disparitions forcées.

**ACAT-France (Action des Chrétiens Pour L’Abolition de la Torture-France)** est une ONG chrétienne de défense des droits de l’homme créée en 1974 et dont le siège est à Paris. L'ACAT-France a pour but de combattre la torture, la peine de mort, ainsi que de lutter pour la protection des victimes. L'ACAT fonde son action sur un réseau actif de 39.000 membres adhérents et donateurs.

**La Fondation Danielle Mitterrand/France Libertés** : Créée par Danielle Mitterrand en 1986, France Libertés est une fondation reconnue d’utilité publique, à but non lucratif et dotée du statut consultatif auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies. France Libertés a pour mission de défendre les droits humains et les biens communs du vivant, notamment le droit fondamental d’accès à l’eau pour tous. La Fondation Danielle Mitterrand contribue à la construction d’un monde plus solidaire.

**Le Bureau des Droits de l’Homme au Sahara occidental** (BIRDHSO) est une organisation non gouvernementale dont le siège est à Genève. Son travail est dirigé principalement vers les différents mécanismes des droits de l’homme de l’ONU, pour les interpeller sur les violations des droits humains au Sahara occidental, y compris les procédures spéciales, les organes des traités, le Conseil des droits de l’homme, et le Haut-Commissariat aux droits de l’homme.

**L’Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique** (AFASPA) est une organisation française anticolonialiste, indépendante des gouvernements et partis en France et en Afrique. Elle a été créée en 1972, elle est basée à Bagnolet et compte des comités en région. Son but est d’informer l’opinion publique française sur les réalités africaines. Elle soutient les luttes d’émancipation des peuples africains et dénonce les atteintes aux droits de l’homme et des peuples. À ce titre elle a missionné des observateurs aux procès de militants sahraouis devant les tribunaux marocains.

**AdalaUK** est une association britannique qui vise à sensibiliser le public au conflit et aux violations des droits humains au Sahara Occidental. AdalaUK travaille avec des militants sahraouis des droits de l'homme basés dans les territoires occupés du Sahara Occidental et au Maroc. Adala UK permet au mouvement sahraoui des droits humains de parler d’une seule voix au niveau international, principalement en organisant et en participant à des manifestations et par l'envoi de lettres et de pétitions aux décideurs et aux autorités appropriés.

\* \* \*

Ce rapport a été préparé avec l’aide de la Clinique juridique des droits de l’homme de la faculté de droit de Cornell. Nous souhaitons remercier en particulier les étudiants suivants pour l’assistance qu’ils ont fournie au cours de la rédaction de ce rapport : Maame Esi-Austin, Sevim Saadat, et Trevor White. La professeure Sandra Babcock de Cornell University School of Law, a aussi aidé à la préparation du rapport. Nous voudrions également remercier la professeure Marie-Joëlle Redor de l’Université de Caen, l’Expert-Consultante Delphine Lourtau, Nadine Coquillard et Anne-Sophie Denolle pour leur contribution à ce travail.

A. Introduction

Les organisations non-gouvernementales et les associations susnommées présentent ce rapport pour aider le Groupe de Travail de pré-session à établir la liste de points à traiter à l’occasion de l’examen de la mise en œuvre du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques (PIDCP) par le Royaume du Maroc. Notre rapport a pour objet de mettre en lumière un certain nombre de violations du PICDP commises par le Royaume du Maroc dans le territoire non autonome du Sahara Occidental. Nous vous soumettons d’une façon condensée les faits relatifs aux violations des droits suivants consacrés par le PIDCP : le droit à l’autodétermination (Article 1er alinéa 1) ; le droit de disposer librement des ressources naturelles (Article 1er alinéa 2) ; le droit à la vie (Article 6) ; l’interdiction de la torture (Article 7) ; le droit de ne pas être soumis à la détention arbitraire (Article 9) ; le droit à la dignité (Article 10) ; le droit à la liberté de circulation (Article 12) ; le droit à un procès équitable et le droit d’appel (Article 14) ; le droit à la vie privée (Article 17) ; les droits à la liberté d’expression et de rassemblement pacifique  (Articles 19 et 21) ; et le droit à la liberté d’association (Article 22).

Ce Comité et la Cour internationale de Justice ont déjà constaté que les obligations qui découlent du PIDCP pour les États parties s'appliquent à l'ensemble des territoires et des populations qui sont effectivement sous leur contrôle[[1]](#footnote-1). Il est évident que le Royaume du Maroc, en tant que puissance occupante *de facto* d’un territoire non-autonome, doit respecter et appliquer les droits prévus par le PIDCP au Sahara occidental. Néanmoins, les ONGs et associations susnommées veulent souligner que selon le droit international, le Royaume du Maroc n’a aucun droit d’exercer la souveraineté sur le Sahara occidental[[2]](#footnote-2).

B. Observations concernant les violations du PIDCP au Sahara Occidental

**1. Article 1**

1. Article 1, alinéa 1 : Le droit à l'autodétermination.

*Alinéa 1 : « Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel».*

Du point de vue juridique, il est établi que le peuple sahraoui est en droit de décider de son statut politique à travers un référendum d’autodétermination. L’Assemblée générale des Nations Unies, la Cour internationale de Justice et l’Organisation pour l’Unité Africaine[[3]](#footnote-3) ont chacune reconnu que le Royaume du Maroc n’a pas le droit d’exercer la souveraineté sur le territoire non-autonome du Sahara occidental et ont appelé à l’organisation d’un référendum afin que le peuple sahraoui puisse se prononcer sur son statut politique. En outre, ainsi que l’a relevé la Cour de justice européenne dans une récente décision, « *le Royaume du Maroc ne dispose d’aucun mandat, décerné par l’ONU ou par une autre instance internationale, pour l’administration de ce territoire* »[[4]](#footnote-4)*.*

En 2004, suite à l’examen du cinquième rapport périodique du Royaume du Maroc, le Comité a déclaré qu’il « demeure préoccupé par l’absence d’avancées de la question de l’application du droit à l’autodétermination du peuple du Sahara occidental »[[5]](#footnote-5). Malgré les encouragements du Comité prodigués il y a plus de dix ans pour permettre au peuple du Sahara Occidental « de jouir pleinement des droits reconnus par le Pacte »[[6]](#footnote-6), le Royaume du Maroc ne semble pas enclin à résoudre la question de l’autodétermination de manière conforme aux principes contraignants du droit international.

Dans un rapport présenté au Comité des droits économiques, sociaux et culturels en 2014, le Royaume du Maroc a prétendu qu’il accorderait au Sahara Occidental une certaine autonomie par le biais de « *l’initiative marocaine pour l’autonomie élargie des populations* ». Selon son rapport étatique, le statut d’autonomie sera « *soumis à une consultation référendaire* »[[7]](#footnote-7). Cette proposition ne précise pas qui sera consulté, ni quand, et omet d’expliciter si le peuple sahraoui aurait l’occasion de choisir l’indépendance au lieu d’une autonomie régionale. La proposition du Royaume du Maroc ne respecte donc pas le principe de l’autodétermination qui reconnait aux peuples non autonomes la possibilité de choisir leur régime politique.

La solution proposée montre en outre que le Royaume du Maroc ne veut pas reconnaitre une quelconque indépendance au peuple sahraoui. Ce refus a été exprimé publiquement dans le discours de Mohammed VI prononcé le 6 novembre 2014 à l’occasion du 39ème anniversaire de la Marche Verte, dans lequel il a affirmé : « *le Royaume du Maroc restera dans son Sahara, et le Sahara demeurera dans son Royaume du Maroc jusqu'à la fin des temps* » avant d’ajouter que « *la souveraineté du Royaume du Maroc sur l’ensemble de son territoire est immuable, inaliénable et non négociable* »[[8]](#footnote-8). Cette année à nouveau, dans son discours prononcé à l’occasion du 40ème anniversaire de la Marche Verte, Mohammed VI a indiqué que l’initiative pour l’autonomie « *est le maximum que le Maroc peut offrir (…)  
Il se leurre celui qui attend du Maroc qu’il fasse une tout autre concession* »[[9]](#footnote-9). Proposer l’indépendance au peuple du Sahara occidental ne constitue pas une « concession » de la part du Maroc, ainsi que prétend de manière erronée Mohammed VI ; au contraire c’est ce qu’exige le droit relatif aux territoires non-autonomes afin que les peuples de ces territoires puissent pleinement exercer leur droit à l’autodétermination.

Le Comité du PIDESC a constaté le caractère inadéquat de la solution proposée par le Maroc à l’occasion de ses Observations finales de 2015, où il a déclaré[[10]](#footnote-10): « Tout en prenant note de « l’initiative marocaine pour l’autonomie élargie des populations », le Comité réitère sa préoccupation relative à l’absence de solution à ce jour concernant le droit à l’autodétermination du territoire non autonome du Sahara occidental ». Par conséquent, le Comité a demandé au Maroc :

« De redoubler d’efforts, sous l'égide des Nations Unies, pour trouver une solution à la question du droit à l’autodétermination du Sahara occidental comme prescrit à l´article 1 du Pacte qui reconnait le droit des peuples à déterminer librement leur statut politique et à assurer librement leur développement économique, social et culturel ». Le Comité a également rappelé que les Etats parties au Pacte dans les territoires non autonomes sont tenus de « faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de respecter ce droit, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies » [[11]](#footnote-11).

Le Maroc a également fait entrave aux efforts déployés par les Nations Unies pour résoudre le conflit, empêchant par exemple le Représentant Spécial du Secrétaire General et le leader du MINURSO, Kim Bolduc, de pénétrer au sein du territoire, ce pendant plusieurs mois après leur nomination[[12]](#footnote-12). Monsieur l’Ambassadeur Christopher Ross, Envoyé personnel du Secrétaire Général, a également été empêché de pénétrer dans la région[[13]](#footnote-13).

**Étant donnés les faits constatés ci-dessus, nous recommandons que le Comité demande au Royaume du Maroc de traiter les points suivants :**

* Fournir des informations précises sur la mise en œuvre du droit à l’autodétermination au Sahara Occidental, notamment :
  + les mesures concrètes prises pour l’organisation du référendum d’autodétermination ainsi qu’un calendrier pour le référendum.

b. Article 1, alinéa 2 : Droit de disposer librement des ressources naturelles

*Alinéa 2 : « Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance ».*

L’Assemblée générale a souligné que l’exploitation et le pillage des ressources naturelles des territoires coloniaux ou non autonomes par des intérêts économiques étrangers compromettent l’intégrité et la prospérité de ces territoires et que « toute puissance administrante qui prive les peuples coloniaux des territoires non autonomes de l’exercice de leurs droits légitimes sur leurs ressources naturelles ou subordonne les droits et intérêts de ces peuples à des intérêts économiques et financiers étrangers viole les obligations solennelles qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies »[[14]](#footnote-14). Les deux conditions que doit respecter la puissance administrante pour que l’exploitation des ressources du territoire non autonome soit conforme au droit international sont les suivantes : ces ressources doivent être exploitées d’une part au bénéfice des peuples de ce territoire, d’autre part en leur nom, ou en consultation avec leurs représentants[[15]](#footnote-15). Ce dernier principe exige que la population - ou ses représentants légitimement élus - soit préalablement consultée.

Or s’agissant du Sahara occidental, ces principes ne sont pas respectés. Le transfert de la population marocaine sur le territoire est un facteur aggravant dans l’exploitation des ressources naturelles ainsi qu’une violation de la Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre[[16]](#footnote-16).

**Étant donnés les faits constatés ci-dessus, nous recommandons que le Comité demande au Royaume du Maroc de traiter les points suivants :**

* Fournir des informations sur les mesures concrètes que l’État partie a prises pour s’assurer du consentement du peuple sahraoui à l’exploitation des ressources naturelles sur le territoire du Sahara Occidental, et plus particulièrement sur :
  + L’exploitation et l’exportation du phosphate ;
  + La négociation des accords de pêche ;
  + L’autorisation de l’exploration pétrolière, de l’exploitation et de l’extraction, y compris lorsque ces activités ont lieu sur les eaux territoriales du Sahara occidental ;
  + L’exploitation et l’irrigation de terres pour la culture des fruits et légumes, notamment les tomates.
* Fournir des informations précises et détaillées sur les bénéfices de l’exploitation de ces ressources pour les populations sahraouies.
* Décrire les efforts déployés afin de s’assurer que les produits exportés du Sahara occidental sont correctement étiquetés comme provenant du Sahara occidental

1. **Articles 6 et 9 : Le droit à la vie et le droit de ne pas être arbitrairement détenu.**

*Article 6, alinéa 1: Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie.*

*Article 9: 1. Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire. Nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure prévus par la loi.*

*2. Tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui.*

*3. Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparution de l'intéressé à l'audience, à tous les autres actes de la procédure et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement.*

*4. Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.*

*5. Tout individu victime d'arrestation ou de détention illégale a droit à réparation.*

Au cours des dernières décennies, des centaines de Sahraouis ont fait l’objet de disparitions forcées en violation des articles 6 et 9. Ce Comité a clairement indiqué que les États parties doivent fournir des informations « précises et adéquates sur les démarches entreprises » pour déterminer le sort des personnes disparues et les circonstances de leur disparition ainsi que pour localiser leur dépouille mortelle[[17]](#footnote-17). Si le Royaume du Maroc a fait des progrès limités en identifiant le sort de quelques-unes de ces victimes[[18]](#footnote-18), on estime qu’il reste au moins 500 cas de disparitions de Sahraouis pour lesquels il n’existe pas ou peu d’informations[[19]](#footnote-19). Pour la plupart de ces victimes, le Royaume du Maroc n’a pas effectué d’enquête appropriée sur leur sort, contrairement aux obligations que lui imposent le Pacte[[20]](#footnote-20) et l’article 3 de la Convention sur les disparitions forcées[[21]](#footnote-21). Il n’a pas non plus condamné les auteurs de ces disparitions forcées[[22]](#footnote-22).

En février 2013, un berger a trouvé des restes humains éparpillés sur le sable dans la région de Leguiaa Fadret. Une enquête médico-légale a confirmé l’existence de charniers contenant les restes de plusieurs Sahraouis qui avaient « disparu » en 1976[[23]](#footnote-23). Un rapport public sur l’enquête illustre l’inadéquation de la réponse du Maroc sur les cas de disparitions de Sahraouis :

Le rapport de l’Instance Equité et Réconciliation marocaine (IER, 2006) ne fournit aucune information sur ce cas. Aucun membre de cette institution ne s’est entretenu avec les proches de ces victimes qui sont dans les camps de réfugiés près de Tindouf. La liste du Conseil Consultatif des Droits de l’Homme (CCDH) du Maroc, publiée en ligne en 2010, offre certaines données uniquement sur quatre des huit disparus de Leguiaa Fadret. Sur les autres, aucune information n’est fournie même si tous ont été arrêtés le même jour et au même endroit[[24]](#footnote-24).

Depuis le dernier rapport du Comité sur l’application du Pacte par le Maroc, plusieurs sahraouis ont été sujet de disparitions forcées. L’on peut compter parmi les récentes disparitions celles d’Ahmed Sallami, disparu dans le cadre du démantèlement du camp de Gdeim Izik, et de Mohamed Krimo, disparu peu après un conflit entre des sahraouis et des colons marocains à Dakhla en 2011. Un autre cas non résolu concerne 15 jeunes Sahraouis disparu au cours d’une tentative pour immigrer illégalement aux îles Canaries en décembre 2005. Leurs familles ont affirmé qu’ils avaient été arrêtés par la police marocaine et la marine Royale[[25]](#footnote-25). Selon un rapport soumis au groupe de travail des Nations-Unies sur les disparitions forcées ou involontaires, les 15 Sahraouis avaient tous participé à l’intifada de 2005 et cherchaient à rendre publiques les violations des droits de l’homme au Sahara occidental. Leurs familles ont cherché en vain des informations sur leur sort auprès des autorités marocaines[[26]](#footnote-26).

En 2011, le Royaume du Maroc a modifié sa Constitution pour interdire les disparitions forcées[[27]](#footnote-27) mais il n’a toujours pas introduit ces disparitions forcées dans son Code pénal[[28]](#footnote-28). En outre, la Constitution ne reprend pas la définition de la disparition forcée figurant à l’article 2 de la Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées[[29]](#footnote-29).

**Étant donnés les faits constatés ci-dessus, nous recommandons que le Comité demande au Royaume du Maroc de traiter les points suivants :**

* Merci de nous fournir des données sur les plaintes concernant des disparitions forcées au Sahara Occidental de 2004 à nos jours. Pour chaque cas, indiquez les noms des disparus, les efforts faits par le Maroc pour enquêter sur les circonstances de la disparition, l’état des poursuites menées contre leurs auteurs ainsi que la nature et le montant de l’indemnité versée aux victimes et/ou à leur famille.
* Merci de nous fournir des données sur le nombre de disparitions forcées au Sahara Occidental de 1991 à nos jours, réparties par année. Combien de plaintes ont été enregistrées par les autorités ? Combien d’entre elles ont fait l’objet d’une enquête ? Dans combien de cas les autorités ont-elles été reconnues responsables de disparition forcée ? Dans combien de cas ont-elles fait l’objet de poursuites ? Dans combien de cas des sanctions pénales ont-elles été imposées et quelles sont ces sanctions ? Dans combien de cas les victimes ou leurs proches ont-elles été dédommagées ? Quel est le montant moyen des dédommagements ?

1. **Articles 7 et 10 : interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; et droit à la dignité**

*Article 7:* *Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique.*

*Article 10 al. 1 : Toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine.*

Selon l’article 7 du Pacte, les États parties doivent non seulement interdire la torture et les traitements inhumains, mais également enquêter sur les allégations de torture, refuser les aveux obtenus sous la torture, punir leurs auteurs et accorder des dédommagements aux victimes dans l’esprit général de l’article 2(3). Le Royaume du Maroc a failli à remplir ces obligations internationales.

Depuis le dernier rapport du Comité sur l’application du Pacte par le Maroc, les organisations de défense des droits de l’homme ont indiqué que des centaines de Sahraouis ont subi des tortures policières[[30]](#footnote-30). Les rapports faisant état d’actes de torture n’ont pas cessé depuis que le Maroc a ratifié le protocole facultatif à la Convention contre la torture en 2014[[31]](#footnote-31). Au cours des deux seules dernières années, les organisations de défense des droits de l’homme ont documenté des douzaines de cas de détenus sahraouis torturés par la police[[32]](#footnote-32). Un certain nombre de prisonniers sahraouis sont morts dans des circonstances suspectes pendant ce laps du temps[[33]](#footnote-33), y compris Abdul Baqi, qui serait mort en 2014 à la suite de graves tortures dans une prison d’El Aaiún[[34]](#footnote-34). Le Royaume du Maroc n’a conduit aucune enquête sur la cause de ces décès et n’a pas poursuivi les coupables.

Selon l’Article 293 du Code de Procédure Criminelle marocain, aucun aveu obtenu sous la torture n’est recevable[[35]](#footnote-35). L’existence de ces dispositions semble n’avoir qu’un effet très faible sur les juges et les procureurs. En août 2014 le groupe de travail onusien sur les détentions arbitraires a indiqué que la torture et les mauvais traitements destinés à obtenir des aveux de culpabilité dans des affaires criminelles impliquant des Sahraouis étaient courants[[36]](#footnote-36). Les forces de sécurité visent ceux qui participent à des manifestations ou sont associés à la promotion des droits des Sahraouis. En février 2013, le Rapporteur spécial sur la Torture a indiqué que « la torture et les mauvais traitements étaient pratiqués pour extorquer des aveux et que les agents de la force publique faisaient un usage excessif de la force à l’égard des manifestants. Les témoignages reçus indiquent que les membres de la population sahraouie sont victimes de telles violations sans qu’ils soient les seuls à l’être »[[37]](#footnote-37).

Bien que les articles 74 et 135 du Code de Procédure Criminelle exigent que les tribunaux ordonnent des examens médicaux ou des enquêtes indépendantes immédiates en cas d’allégations de torture, la plupart des juges et procureurs ne respectent pas ces dispositions[[38]](#footnote-38). Les statistiques du Gouvernement indiquent que 33 examens médicaux seulement ont été ordonnés en 2011 et 21 en 2010[[39]](#footnote-39). Lorsqu’un tribunal ordonne un examen médical à la suite d’une allégation de torture, la plainte est rarement acceptée. Les examens médicaux sont typiquement pratiqués en présence de la police ou de responsables officiels qui intimident l’expert médical et la victime[[40]](#footnote-40).

Les cas de détenus sahraouis poursuivis en lien avec les manifestations de Gdeim Izik illustrent l’inadéquation de la réponse marocaine aux tortures policières. Devant le tribunal, plusieurs détenus ont expliqué qu’ils avaient été forcés à signer des déclarations qu’ils n’avaient pas lues (ou à y apposer leurs empreintes). Plusieurs d’entre eux ont décrit des traitements équivalents à des actes de torture. A titre d’exemple, Naâma Asfari a déclaré qu’il avait été privé de sommeil pendant plusieurs nuits, contraint de rester accroupi pendant de longues périodes, qu’on lui avait mis un bandeau sur les yeux, qu’on l’avait dévêtu, battu et privé de nourriture et d’eau durant sa détention[[41]](#footnote-41). Mohammed Bachir Bouteguinza a déclaré qu’il avait été battu, suspendu par les mains, dénudé, que des fonctionnaires lui avaient uriné dessus et qu’on lui avait introduit un gourdin dans l’anus. Taki Elmachdoufi a témoigné qu’il avait été torturé pendant 5 jours avant d’être déféré à un magistrat. Il a été privé de nourriture et d’eau et arrosé d’urine. Un autre détenu, Brahim Ismail, a également rapporté qu’il avait été dénudé, menacé de viol et battu sans cesse jusqu’à ce qu’il perde conscience. Mohamed El Ayoubi et Abdallah Lekhafouni ont témoigné qu’ils avaient été violés par des fonctionnaires après leur arrestation[[42]](#footnote-42). Le tribunal militaire n’a pas enquêté sur les allégations des détenus et a refusé “d’ordonner des examens médicaux sur les allégations de viol formulées par plusieurs accusés”[[43]](#footnote-43). Le tribunal s’est ensuite fondé sur leurs “aveux” pour les condamner.

En plus de prohiber la torture, le Royaume du Maroc doit également rendre responsable de leurs actes ceux qui commettent des tortures. Les rapports gouvernementaux obtenus par le Rapporteur spécial sur la torture montrent que des enquêtes ont été ouvertes sur quelques 220 fonctionnaires dans la période 2009-2012[[44]](#footnote-44). Le Rapporteur spécial a noté que de nombreux fonctionnaires n’avaient pas été poursuivis et que ceux qui avaient été poursuivis avaient été soit acquittés soit condamnés à des peines minimales pour violences plutôt que pour torture[[45]](#footnote-45).

Loin d’enquêter sur les allégations de torture et de sanctionner les auteurs, le Royaume du Maroc intimide les victimes qui portent plainte en les poursuivant en justice. Ainsi, Naâma Asfari, défenseur des droits de l’homme sahraoui, est visé par une plainte pour « diffamation, outrage envers les corps constitués, utilisation de manœuvre et de fraude pour inciter à faire de faux témoignages, complicité et injure publique ». Ces poursuites visent à le punir d’avoir porté plainte pour torture en France et devant le Comité contre la torture des Nations Unies en février 2014, pour les sévices qu’il a subis après son arrestation la veille du démantèlement du camp de Gdeim Izik, en novembre 2010.

Enfin, les conditions d’emprisonnement des détenus sahraouis violent les articles 7 et 10 du Pacte. En février 2013, le Rapporteur spécial sur la Torture a indiqué qu’il avait reçu « des témoignages crédibles sur la pratique de la torture et des mauvais traitements dans la prison de Laâyoune, notamment les viols, les passages à tabac et la mise à l’isolement pendant plusieurs semaines, en particulier de détenus accusés de participation aux activités en faveur de l’indépendance »[[46]](#footnote-46). Le Rapporteur a également constaté « un surpeuplement extrême des locaux avec des conséquences néfastes pour l’hygiène, la qualité de l’alimentation, l’accès aux soins et l’état de santé général des détenus » [[47]](#footnote-47).

**Étant donnés les faits constatés ci-dessus, nous recommandons que le Comité demande au Royaume du Maroc de traiter les points suivants :**

* Fournir les chiffres concernant le nombre de plaintes pour torture déposées par des détenus sahraouis depuis 2004, ventilées par année. Combien de plaintes de torture ont été enregistrées par les autorités ? Combien de cas ont été pris en compte ? Dans combien de cas le Maroc a-t-il considéré que les autorités avaient commis des actes de torture ? Dans combien de cas les responsables ont-ils été poursuivis ? Quelles ont été les sanctions imposées ? Dans combien de cas les victimes ou leurs familles ont-elles été indemnisées ? Quel est le montant moyen de l’indemnisation ?
* Expliquer le fondement des accusations visant Naâma Asfari dans le cadre de la plainte pour diffamation et injure publique.

1. **Article 12: Le droit à la liberté de circulation**

*Article 12*: *1.* *Quiconque se trouve légalement sur le territoire d'un Etat a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence.*

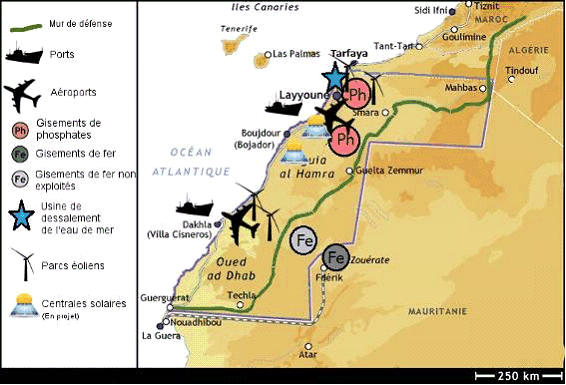
*2. Toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien.*

*3. Les droits mentionnés ci-dessus ne peuvent être l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus par le présent Pacte.*

*4. Nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays.*

1. **Le mur construit par le Royaume du Maroc sépare les Sahraouis de leurs terres et divise les familles**

Au Sahara Occidental, les ressources naturelles se trouvent principalement dans l’enclave occupée par le Royaume du Maroc, située entre la côte et le mur de défense marocain (voir carte ci-dessous). Longue de 1500 miles, la « grande muraille » du Royaume du Maroc est la plus grande barrière militaire fonctionnelle dans le monde, donnant au Royaume du Maroc le contrôle sur 80 pour cent du Sahara occidental. Le mur est surmonté de fils barbelés, surveillé par des dispositifs de détection électroniques sophistiqués, et gardé par des soldats du Royaume marocain[[48]](#footnote-48). Selon les rapports du Secrétaire général de l’ONU, les forces du Royaume marocain continuent à entretenir le mur. Malgré un programme de déminage, entre 1975 et 2008, les autorités marocaines ont enregistré pas moins de 2171 accidents causés par des mines et des restes explosifs[[49]](#footnote-49). Chaque année, il y a davantage de blessés et de morts[[50]](#footnote-50). Selon les rapporteurs, il n’y a aucun point de passage dans le mur qui permettrait que la population le traverse.



Dans son avis consultatif du 9 juillet 2004[[51]](#footnote-51) sur les conséquences juridiques de l’édification d’un mur dans le territoire palestinien occupé, la Cour internationale de Justice a constaté que la construction d’un tel mur viole le droit à la liberté de mouvement prévue par l’article 12. La Cour précise que la situation est d’autant plus problématique que les points de passage sont rares et que les horaires d’ouvertures sont limités[[52]](#footnote-52).

Or les effets de la construction du mur au Sahara occidental sont plus dévastateurs encore, car contrairement au cas palestinien il n’existe aucune porte d’entrée. Une grande partie de la population sahraouie bloquée du côté oriental est ainsi dépourvue de toute possibilité d’accéder au travail du côté Ouest et aux ressources présentes sur les terres occupées[[53]](#footnote-53). Le mur de défense construit par le Royaume du Maroc ne permet donc pas à la population autochtone se trouvant dans les camps de réfugiés de Tindouf d’avoir un accès physique à ses ressources, notamment aux gisements de phosphate, aux ressources halieutiques et à des terres cultivables. De plus, la présence de mines à l’est du mur prive la population située dans les camps de réfugiés de la gestion libre de ses ressources et du bétail[[54]](#footnote-54).

A l’instar de la Cour internationale de Justice, le Comité devrait sommer le Royaume du Maroc de *« démanteler immédiatement l'ouvrage situé dans ce territoire et d'abroger immédiatement ou de priver immédiatement d'effet l'ensemble des actes législatifs et réglementaires qui s'y rapportent »[[55]](#footnote-55).*

1. **Le Royaume du Maroc empêche systématiquement les défenseurs des droits de l’Homme d’entrer dans le pays, de s’y déplacer librement et de le quitter**

Le Royaume du Maroc empêche systématiquement les défenseurs des droits de l’Homme d’entrer dans le pays, de s’y déplacer librement et de le quitter. Par exemple, en avril 2015, les autorités marocaines ont empêché la militante des droits de l’homme basée à El Aaiún, Mbarka Alina Baali, de participer au forum social mondial en Tunisie[[56]](#footnote-56). En novembre 2014, elles l’ont empêchée de partir en France pour participer à la Fête de l’Humanité[[57]](#footnote-57). De même, les autorités marocaines ont empêché Nasiri Hamadi, un militant sahraoui de Smara, de participer à un évènement se déroulant à l’étranger en 2015[[58]](#footnote-58). Mbarka et Nasiri sont membres du conseil de l’ASVDH et sont régulièrement empêchées de quitter le pays du fait de leurs activités en tant que militantes. Des journalistes d’investigation suspectés de sympathie pour la cause sahraouie ont également été empêchés de quitter le pays[[59]](#footnote-59). Daddach Sidi Mohamed, qui a reçu le prix Rafto, a été détenu à de nombreuses reprises par la police des frontières marocaines au cours des dernières années[[60]](#footnote-60). Et le 27 avril 2015, la police marocaine d’El Aaiún a abordé Sidi Ahmed Messka, président de l’ONG de défense des droits de l’homme Adala UK, pour lui dire qu’il serait arrêté s’il ne quittait pas immédiatement El Aaiún[[61]](#footnote-61). Ces restrictions injustifiées ne sont pas limitées aux individus ; le 15 janvier 2013, les autorités marocaines de Rabat ont empêché 18 militants de l’ASVDH de participer à un rassemblement international de défenseurs des droits de l’homme[[62]](#footnote-62).

Ces restrictions sont allées jusqu’à la confiscation du passeport et l’expulsion vers un pays étranger[[63]](#footnote-63). Plus particulièrement, le 14 novembre 2009, les autorités marocaines ont confisqué le passeport de la présidente du CODESA Aminatou Haïdar de retour des États-Unis et en route pour El Aaiún après qu’elle a refusé de se déclarer ‘marocaine’. Ils l’ont expulsée vers l’Espagne et ce n’est qu’après une grève de la faim pendant un mois et un scandale international que le Maroc a autorisé son retour[[64]](#footnote-64). Ces événements démontrent clairement l’absence de considération du Maroc pour la liberté d’aller et venir à l’intérieur des frontières du pays.

**Étant donnés les faits constatés ci-dessus, nous recommandons que le Comité demande au Royaume du Maroc de traiter les points suivants :**

* Expliquer les mesures envisagées pour supprimer le mur qui divise le territoire du Sahara occidental. Fournir des renseignements concernant :
  + des points de passage permettant le franchissement du mur par les résidents du territoire ;
  + le nombre de mines qui entourent le mur, le programme de déminage qui a été mis en œuvre et les objectifs concrets pour le déminage à l’avenir ;
  + le nombre de blessés et de pertes humaines engendrées par les mines bordant le mur depuis le début du conflit ;
  + l’existence d’un système d’indemnisation pour les blessés et les morts ainsi que leurs proches.
* Fournir des renseignements concernant les cas de Sahraouis qui se sont vus refuser l’entrée ou la sortie du Maroc et du Sahara Occidental de 2004 à nos jours, ventilés par année et par date. Pour chaque cas, donner :
  + le nom de ceux à qui le passage a été refusé ;
  + les raisons pour lesquelles le passage (entrée ou sortie) leur a été refusé ;
  + les efforts faits par le Maroc pour connaître les circonstances de cette restriction de la liberté d’aller et venir ;
  + les procédures disciplinaires diligentées pour sanctionner les agents publics ayant entravé la liberté de circulation, ainsi que les sanctions adoptées ; et
  + les chiffres sur l’indemnisation fournie à ceux auxquels le passage a été refusé.

1. **Article 14 : Le Droit à un procès équitable**

*Alinea 1 : Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi . . .*

*Alinea 3 : Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes:*

*b) À disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix ;*

*c) A être jugées sans retard excessif ;*

*g) À ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable.*

Le Royaume du Maroc a violé le droit à un procès équitable établi par l’Article 14, plus particulièrement en détenant et en poursuivant les individus ayant un lien avec les manifestations de 2010 à Gdeim Izik.

En octobre 2010, entre 6.500 et 28.000 sahraouis ont érigé un camp de tentes à Gdeim Izik, une ville à la périphérie d’El Aaiún, pour protester contre les violations de leurs droits humains, y compris les droits énoncés dans l’article 1er du [Pacte](http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx)[[65]](#footnote-65). Le 8 novembre 2010, les forces de sécurité marocaines ont démantelé le camp de tentes, en déclenchant de violentes confrontations qui ont conduit à la mort d’onze policiers et d’au moins deux civils[[66]](#footnote-66).

Plus de 300 Sahraouis ont été arrêtés à l’occasion du démantèlement du camp. La grande majorité d’entre eux a été torturée dans les commissariats d’El Aaiún[[67]](#footnote-67). Plus de la moitié des détenus ont ensuite été libérés, tandis que 168 ont été placés en détention à la « prison noire » avant d’être libérés provisoirement, quelques mois plus tard. Il semble que les procédures ouvertes à l’encontre de toutes ces personnes n’aient jamais été officiellement closes et qu’elles peuvent ainsi être réactivées à tout moment. Si tel est le cas, ces procédures excèdent très largement les délais raisonnables et contreviennent au droit des accusés d’être jugés sans retard excessif, droit découlant de l’article 14 (3). Plusieurs autorités des Nations unies ont, elles aussi, exprimé leur préoccupation concernant les tortures et mauvais traitements qui ont été infligés dans le cadre de ces évènements[[68]](#footnote-68).

Les détenus affirment que la police les a frappés, a jeté de l’urine sur eux et les a menacés de viol. D’autres ont eu les yeux bandés et ont été contraints de rester accroupis pendant de longues périodes. Deux d’entre eux affirment qu’ils ont été violés en garde à vue[[69]](#footnote-69). Human Rights Watch a ultérieurement indiqué que plusieurs détenus présentaient de sévères hématomes et blessures suggérant qu’ils avaient été battus au cours de leur détention[[70]](#footnote-70).

Vingt-cinq détenus ont été poursuivis devant un tribunal militaire. Les observateurs des droits de l’homme ont rapporté que les accusés n’avaient pas bénéficié de l’assistance d’un avocat pendant leur interrogatoire précédant le procès[[71]](#footnote-71), alors qu’ils ont été soumis à la torture. Lors du procès, l’accusation n’a produit aucun témoignage oculaire ni de preuve matérielle reliant les accusés (dont beaucoup sont des militants respectés des droits de l’homme) à des actes de violence[[72]](#footnote-72). Le procès n’a débuté qu’en février 2013, soit plus de 27 mois après le démantèlement du camp et les premières arrestations et plus de 15 mois après la clôture de l’instruction. La cause a donc été entendue avec un retard très excessif, d’autant plus préjudiciable aux accusés qu’ils ont été maintenus en détention provisoire pendant tout ce temps. Le 17 février 2013, une cour martiale marocaine a condamné vingt-trois activistes sahraouis à des peines de prison. Neuf d’entre eux ont été condamnés à la prison à vie et quatorze ont été condamnés à des peines entre vingt et trente ans. Deux autres ont été condamnés à la peine de prison déjà accomplie en détention provisoire et libérés[[73]](#footnote-73).

*Article 14 Para 5: Toute personne déclarée coupable d’une infraction a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à la loi.*

Les vingt-cinq détenus de Gdeim Izik ont tous été jugés par un tribunal militaire au Maroc. Dans son observation générale n°32, ce Comité établit que les procès de civils devant des cours militaires doivent être « exceptionnels, c’est-à-dire limités aux cas où l’État partie peut démontrer que le recours à de tels tribunaux est nécessaire et justifié par des raisons objectives et sérieuses et où, relativement à la catégorie spécifique des personnes et des infractions en question, les tribunaux civils ordinaires ne sont pas en mesure d’entreprendre ces procès » [[74]](#footnote-74). Le Royaume du Maroc n’a donné aucune justification suffisante pour expliquer que les accusés de Gdeim Izik n’aient pas pu être jugés par une juridiction civile.

Le procès des accusés de Gdeim Izik devant un tribunal militaire limite également leur droit d’appel, en violation de l’article 14. Alors que les accusés condamnés par des cours civiles marocaines ont le droit de faire réexaminer les questions de droit et de fait devant une Cour d’Appel, les verdicts des cours militaires ne peuvent être renvoyés que devant la Cour de Cassation ; celle-ci ne peut se prononcer que sur des questions de procédure, de compétence, d’abus de pouvoir, d’application du droit mais ne peut en aucun cas réexaminer les faits[[75]](#footnote-75).

Dans son observation générale n° 32, ce comité considère qu’une procédure d’appel « qui concerne uniquement les aspects formels ou juridiques du verdict sans tenir aucun compte des faits n’est pas suffisante en vertu du Pacte » [[76]](#footnote-76).

Le 14 mars 2014, le Royaume du Maroc a adopté une nouvelle législation disposant que les civils ne peuvent plus être jugés par des Cours martiales[[77]](#footnote-77). Cette loi limite la compétence des Cours martiales aux infractions militaires et à celles commises en temps de guerre[[78]](#footnote-78). Les dispositions de la nouvelle législation n’ont pas, à ce jour, été étendues aux détenus sahraouis poursuivis au titre des manifestations de Gdeim Izik. Il n’est pas évident que la législation ait un impact rétroactif sur les condamnations du Groupe de Gdeim Izik. En outre, Mbarek Daoudi, ancien militaire mais actuellement dans le civil, a été accusé puis jugé devant une cour martiale en mars 2015 pour un délit de détention d’armes fabriqué de toute pièce[[79]](#footnote-79).

**Étant donnés les faits constatés ci-dessus, nous recommandons que le Comité demande au Royaume du Maroc de traiter les points suivants :**

- Concernant les individus détenus en lien avec les évènements de Gdeim Izik en 2010, indiquer s’il existe des procédures en cours à leur encontre et à quel stade se trouvent ces procédures ; fournir les éléments attestant des examens médicaux qui auraient dû être menés à l’égard de tous les prisonniers qui se sont plaints de torture. Les prisonniers ont-ils été autorisés à bénéficier d’une évaluation médicale indépendante ?

- Dans quelle mesure la nouvelle réforme de justice militaire s’appliquera-t-elle de façon rétroactive aux cas des individus détenus ou condamnés en lien avec les évènements de Gdeim Izik ?

- Le Maroc organisera-t-il un nouveau procès devant les juridictions civiles pour réexaminer les questions de fait soulevées au cours des procès des 25 détenus de Gdeim Izik ?

1. **Article 17: Le Droit à la vie privée**

Article 17, par. 1 : *“Nul ne sera l’objet d’immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d’atteintes illégales à son honneur et à sa réputation. ”*

Article 17, par. 2 : *“Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.”*

Tant l’article 17 du Pacte que la Constitution du Royaume du Maroc garantissent l’inviolabilité du domicile et le secret des correspondances[[80]](#footnote-80). Malgré cela, le Maroc viole systématiquement le droit à la vie privée des militants des droits de l’homme sahraouis en les soumettant à une surveillance et des fouilles injustifiées[[81]](#footnote-81). Il a été reporté que les autorités marocaines utiliseraient les entreprises de communication du pays pour surveiller les appels téléphoniques et l’usage d’internet[[82]](#footnote-82). L’Etat aurait conclu des contrats avec des entreprises telles que Hacking Team, FinFisher et Amesys, qui fournissent les logiciels permettant de créer des chevaux de Troie sur les ordinateurs, de surveiller l’utilisation du web par la population et d’accéder à leurs webcams[[83]](#footnote-83). De plus, les Faucons du Sahara marocain, un groupe appuyé par l’État, piratent les comptes en ligne de militants sahraouis pour les soumettre à une surveillance accrue[[84]](#footnote-84).

Ces intrusions ne sont pas limitées au cyberespace. En février 2013, le Rapporteur Spécial sur la Torture a indiqué que «  les forces de police marocaines font régulièrement irruption chez des partisans présumés ou connus de l’indépendance du Sahara occidental, opérations durant lesquelles des habitants sont battus ou maltraités »[[85]](#footnote-85). Les ONGs comme le CODESA rapportent que ses réunions font l’objet de surveillance de la part des forces de sécurité marocaines[[86]](#footnote-86). Par ailleurs, les forces de sécurité marocaines continuent à exercer une surveillance au sein et autour des écoles, en ciblant les étudiants qui soutiennent le droit à l’autodétermination protégé par l’article 1er du Pacte.[[87]](#footnote-87) Cela crée un climat de terreur et d’intimidation.

**Étant donnés les faits constatés ci-dessus, nous recommandons que le Comité demande au Royaume du Maroc de traiter les points suivants :**

* Fournir des informations concernant les programmes de surveillance en cours au Maroc qui visent les militants sahraouis depuis 2004 jusqu’à aujourd’hui, notamment les noms des groupes spécifiques, individus ou communautés, que les forces de sécurité ont ciblés.
* Quels sont les critères utilisés pour déterminer si quelqu’un est placé sous surveillance ? Combien de plaintes concernant ces programmes de surveillance ont été reçues par les autorités marocaines ? Combien de plaintes ont été examinées ? Dans combien de cas le Royaume du Maroc a-t-il considéré qu’une telle surveillance aurait dû ne pas être exercée ou qu’elle le fut de manière excessive ? Dans combien de cas les responsables ont-ils été poursuivis, la surveillance réduite ou interrompue ?

1. **Articles 19 et 21: Droit à la liberté d’expression et droit au rassemblement pacifique**

*Article 19 : 1. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions.*

*2. Toute personne a droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix.*

*3. L'exercice des libertés prévues au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires:*

*a) Au respect des droits ou de la réputation d'autrui;*

*b) A la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.*

*Article 21 : Le droit de réunion pacifique est reconnu. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions imposées conformément à la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et les libertés d'autrui.*

Depuis le dernier examen par le Comité du respect du Pacte par le Maroc, le Royaume a systématiquement réprimé toutes les manifestations publiques en faveur des droits énoncés à l’article 1er de ce Pacte : à savoir, le droit à l’autodétermination et le droit des peuples à disposer librement de leurs ressources naturelles[[88]](#footnote-88). Le CODESA a rapporté que les forces de sécurité marocaines avaient réprimé 177 manifestations pacifiques en utilisant une force excessive au cours de la seule année 2014[[89]](#footnote-89). Les autorités mettent du temps à examiner ces plaintes ou à permettre aux parties concernées d’en suivre l’état d’avancement[[90]](#footnote-90).

En février 2013, le Rapporteur Spécial sur la Torture a indiqué qu’il avait reçu « de nombreuses plaintes faisant état d’un usage excessif systématique de la force pour réprimer les manifestations et arrêter les manifestants ou les personnes soupçonnées de participer à des manifestations en faveur de l’autodétermination de la population sahraouie »[[91]](#footnote-91). Ce type de comportement s’est également vérifié lorsque les officiers de police marocains ont assiégé le domicile d’Aminatou Haidar pendant une réunion avec les représentants du Haut Commissaire aux droits de l’homme des Nations-Unies en avril 2015[[92]](#footnote-92). Après avoir dispersé les manifestations, les autorités ont pour habitude d’arpenter les rues, d’envahir les maisons et de faire la chasse aux militants, aux journalistes et aux bloggeurs sahraouis[[93]](#footnote-93).

En outre, le Maroc viole le droit à la liberté d’expression du peuple sahraoui en imposant le black out et la censure aux media. Les autorités contrôlent la presse et les sites internet pour interdire les messages favorables à l’autodétermination du Sahara occidental[[94]](#footnote-94). Elles essaient aussi de discréditer les journalistes en répandant des rumeurs sur leur vie personnelle, en les accusant d’appartenir à des organisations terroristes[[95]](#footnote-95) et en les intimidant par des poursuites sélectives[[96]](#footnote-96). Elles peuvent aussi poursuivre les journalistes militants pour diffamation[[97]](#footnote-97).

Ceux qui filment les manifestations et informent les sites web sont souvent les premières victimes de la répression[[98]](#footnote-98). Par exemple, plusieurs membres d’Equipe Media, l’agence d’information sahraouie, de RASDTV et de l’Association Marocaine du journalisme d’investigation ont été harcelés ou menacés d’arrestation. D’autres manifestants ont été détenus, torturés, et condamnés pour des délits fabriqués de toutes pièces[[99]](#footnote-99).

Le Maroc a condamné certaines personnes à des amendes ou de la prison pour avoir critiqué le gouvernement soit via des vidéos mises en ligne, ou des chansons politiquement engagées[[100]](#footnote-100). Des personnes ont aussi été détenues et battues pour avoir brandi des drapeaux du Sahara occidental ou pour avoir porté des vêtements considérés comme symbolisant l’opposition au Maroc[[101]](#footnote-101).

Le démantèlement violent du camp de Gdeim Izik par le Royaume du Maroc en novembre 2010 est un autre exemple de son refus de tolérer tout désaccord concernant son occupation illégale du Sahara Occidental[[102]](#footnote-102).

Enfin, le gouvernement marocain persécute systématiquement les défenseurs des droits de l’homme qui tentent de rallier ces groupes ou d’organiser des manifestations pacifiques[[103]](#footnote-103). En portant de fausses accusations d’ « atteinte à la sécurité intérieure », et en empêchant certaines de ces personnes de sortir du territoire[[104]](#footnote-104), le Maroc viole à la fois la liberté d’expression et celle d’aller et venir.

**Étant donnés les faits constatés ci-dessus, nous recommandons que le Comité demande au Royaume du Maroc de traiter les points suivants :**

* Pour chaque manifestation listée à l’annexe A de ce document (disponible en version anglaise seulement), expliquer pourquoi les manifestants ont été dispersés. Indiquer également si des plaintes ont été déposées pour usage excessif de la force en lien avec la dispersion de chaque manifestation.
* Fournir les données, ventilées par année, concernant les plaintes reçues depuis 2004 par le Royaume du Maroc et/ ou la Commission Nationale des Droits de l’Homme concernant les militants sahraouis qui soutiennent l’auto-détermination du Sahara Occidental, ainsi que les plaintes pour harcèlement, menaces, dispersion des manifestations pacifiques, mauvais traitements des manifestants par la police.
* Indiquer les efforts faits par le Maroc pour instruire ces plaintes et indemniser les victimes d’un usage excessif de la force par la police ou les forces de sécurité.

1. **Article 22: La liberté d’association**

*Article 22 : 1. Toute personne a le droit de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer pour la protection de ses intérêts.*

*2. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques ou les droits et les libertés d'autrui. . .*

La loi marocaine réglementant le droit d’association en son article 2 déclare que *« les associations de personnes peuvent se former librement sans autorisation sous réserve des dispositions de l'article 5 »[[105]](#footnote-105)*. Il n’existe dans la Constitution du Royaume du Maroc aucune disposition restreignant la liberté d’association pour les revendications d’indépendance. Cependant, l’article 3 de la loi réglementant le droit d’association prévoit que toute association « *qui a pour but de porter atteinte à la religion islamique, à l’intégrité du territoire national, au régime monarchique ou de faire appel à la discrimination est nulle* »[[106]](#footnote-106).

Le Royaume du Maroc a violé à plusieurs reprises la liberté d’association protégée par l’article 22 en refusant d’accorder un statut juridique aux organisations non gouvernementales sahraouies qui militent pour le droit à l’auto-détermination[[107]](#footnote-107). Le Centre Robert F. Kennedy Human Rights a exposé de manière détaillée le cas de l’association CODESA victime d’une telle violation[[108]](#footnote-108). D’autres ONGs ont tenté d’obtenir une reconnaissance juridique, mais en vain. Cela concerne l’Observatoire sahraoui pour les femmes et les enfants, la Ligue sahraouie pour la protection des ressources naturelles au Sahara occidental, l’Association de surveillance des ressources naturelles et de protection de l’environnement au Sahara occidental et l’Organisation des natifs de Saguia el-Hamar et Rio de Oro[[109]](#footnote-109).

Seule l’Association sahraouie des victimes des violations graves des droits de l’homme (ASVDH) s’est vue remettre un récépissé attestant de sa déclaration régulière[[110]](#footnote-110). L’ASVDH a dû tout de même patienter dix ans avant d’obtenir une telle reconnaissance et ce bien que le Tribunal administratif d’Agadir ait, neuf ans auparavant, jugé illégal le comportement des autorités marocaines empêchant la reconnaissance de l’Association[[111]](#footnote-111). En dépit de sa reconnaissance officielle, l’ASVDH indique que ses membres sont continuellement victimes de harcèlement du fait de leurs activités.

Ce climat d’hostilité a découragé plusieurs associations d’entreprendre les démarches permettant une reconnaissance officielle[[112]](#footnote-112). Deux organisations de médias sahraouis, qui travaillent sans existence légale, sont ainsi en péril : le Centre sahraoui de média et de communication et Equipe Media[[113]](#footnote-113).

**Étant donnés les faits constatés ci-dessus, nous recommandons que le Comité demande au Royaume du Maroc de traiter les points suivants :**

* Merci d’expliquer pourquoi les autorités locales ont refusé d’accepter les papiers qui accorderaient un statut légal au CODESA.
* Merci de fournir des informations sur les autres organisations dont les papiers d’enregistrement n’ont pas été acceptés. Combien de plaintes pour dossiers légaux bloqués ou excessivement retardés ont été reçues par les autorités ? Pour chaque cas, indiquer les noms des organisations, les efforts faits par le Maroc pour enquêter sur les circonstances entourant les retards que les autorités locales prennent pour fournir les reçus officiels des dossiers qui leur sont envoyés.
* Merci d’expliquer quelles sont les conséquences légales pour les organisations qui ne sont pas en mesure d’obtenir une reconnaissance officielle.
* Combien d’organisations qui font la promotion du droit du peuple sahraoui à former un État indépendant ont reçu un statut légal ?

D. Conclusion

Nous prions le Comité d’intégrer nos observations dans la rédaction des points à traiter qu’il indiquera au Royaume du Maroc en mars 2016. Avant la séance de octobre 2016, nous présenterons un rapport alternatif qui traitera les sujets abordés ci-dessus d’une façon plus approfondie.

1. « Conséquences juridiques de l’édification d’un mur dans le territoire palestinien occupé », C.I.J. *Recueil* 2004, p. 136, § 111 (9 juillet 2004) (« la Cour estime que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques est applicable aux actes d'un Etat agissant dans l'exercice de sa compétence en dehors de son propre territoire») ; Comité des droits de l’homme, Observations Finales du Comité des droits de l’homme : Israël, 21 Août 2003, CCPR/C0/78/1SR, point 11 (« les dispositions du Pacte s’appliquent au profit de la population des territoires occupés, en ce qui concerne tous les actes accomplis par les autorités ou les agents de l’État partie dans ces territoires, qui compromettent la jouissance des droits consacrés dans le Pacte et relèvent de la responsabilité de l’État d’Israël conformément aux principes du droit international public »). [↑](#footnote-ref-1)
2. Cour internationale de Justice, 16 octobre 1975, avis consultatif Sahara Occidental [http://www.icj-cij.org/docket/files/61/6197.pdf]. Aucun état ou institution inter-gouvernementale n’a reconnu la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. [↑](#footnote-ref-2)
3. Cour internationale de Justice, 16 octobre 1975, avis consultatif Sahara Occidental ; Assemblée Générale des Nations Unies, question du Sahara Espagnol, résolution 3458, A/RES/3458 (XXX) ; 18ème session ordinaire de l’assemblée des chefs d’Etat et de gouvernement, du 24 au 27 juin 1981 à Nairobi, résolution AHR/Res.103(XVIII) [http://webmail.africa-union.org/OAU%20Decision/Assembly/AHG%20Res%20103%20(XVIII)%20\_F.pdf]. [↑](#footnote-ref-3)
4. Front populaire pour la libération de la saguia-el-hamra et du rio de oro (Front Polisario) contre Conseil de l'Union européenne, TPICE, huitième chambre, 10 Décembre 2015, Affaire T-512/12, paragraphe 233, [http://curia.europa.eu/juris/fiche.jsf?pro=&lgrec=en&nat=or&oqp=&lg=&dates=&language=fr&id=T%3B512%3B12%3BRD%3B1%3BP%3B1%3BT2012%2F0512%2FJ&jur=C%2CT%2CF&cit=none%252CC%252CCJ%252CR%252C2008E%252C%252C%252C%252C%252C%252C%252C%252C%252C%252Ctrue%252Cfalse%252Cfalse&td=%3BALL&pcs=Oor&avg=&mat=or&parties=polisario&jge=&for=&cid=1140758]. [↑](#footnote-ref-4)
5. Comité des droits de l’homme, Observations Finales du Comité des droits de l’homme: Maroc, 1 Décembre 2004, CCPR/CO/82/MAR, point 8. [↑](#footnote-ref-5)
6. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-6)
7. Comité des droits économiques, sociaux et culturels ; Rapport étatique du Royaume du Maroc ; E/C.12/MAR/4, point 26 [<http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=E%2fC.12%2fMAR%2f4&Lang=en>]. [↑](#footnote-ref-7)
8. Discours de Mohammed VI, 6 nov. 2014 [<http://www.bladi.net/discours-roi-mohammed-6-jeudi-6-novembre,40587.html>]. [↑](#footnote-ref-8)
9. Discours de Mohammed VI à l’occasion du 40ème anniversaire de la Marche Verte, en date du 6 novembre 2015, [http://www.bladi.net/discours-roi-mohammed-6-marche-verte,43478.html]. [↑](#footnote-ref-9)
10. Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observations finales : Royaume du Maroc, 22 Octobre 2015, E/C.12/MAR/CO/4, point 5. [↑](#footnote-ref-10)
11. *Ibid.*, point 6. [↑](#footnote-ref-11)
12. Voir Global Post, *UN Security Council Analyzes Diplomatic Breakdown in Western Sahara*, 28 oct. 2014, [[*http://www.globalpost.com/dispatch/news/agencia-efe/141028/un-security-council-analyzes-diplomatic-breakdown-western-sahara*](http://www.globalpost.com/dispatch/news/agencia-efe/141028/un-security-council-analyzes-diplomatic-breakdown-western-sahara)]*.* [↑](#footnote-ref-12)
13. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-13)
14. Voir Assemblée Générale, « *Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l’application de la Déclaration sur l’octroi de l’indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale* », A/Res/48/46 (22 mars 1994) ; Assemblée Générale, « *Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l’application de la Déclaration sur l’octroi de l’indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale* », A/Res/49/40 (30 janvier 1995). [↑](#footnote-ref-14)
15. Hans Corell, Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques (29 janvier 2002) §24 (« La récente pratique des États, quoique limitée, indique que les puissances administrantes, aussi bien que les États tiers, ont *l’opinio juris* suivant : si les ressources de territoires non autonomes sont exploitées au bénéfice des peuples de ces territoires, en leur nom, ou en consultation avec leurs représentants, cette exploitation est considérée comme compatible avec les obligations qui incombent aux puissances administrantes en vertu de la Charte et conforme aux résolutions de l’Assemblée générale, ainsi qu’au principe de la « souveraineté permanente sur les ressources naturelles » qui y est consacré.») ; Voir également §9 («Les membres de l’Organisation des Nations Unies qui assument la responsabilité d’administrer ces territoires reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires et acceptent comme une mission sacrée l’obligation de favoriser dans toute la mesure possible leur prospérité »)*.* Le service juridique du Parlement européen rappelle également que « La conformité avec le droit international exige que les activités économiques relatives aux ressources naturelles d’un Territoire Non Autonome soient menées aux bénéfices du peuple du Territoire et en conformité avec leurs souhaits.» Avis du Service Juridique du Parlement Européen (13 juillet 2009). [↑](#footnote-ref-15)
16. Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 12 août 1949. art. 49. [↑](#footnote-ref-16)
17. *Ičić v. Bosnia and Herzegovina,* Communication No. 2028/2011, CCPR/C/113/D/2028/2011 (2015), ¶ 9.6. [↑](#footnote-ref-17)
18. VoirCarlos Martín Beristain et Francisco Etxeberria Gabilondolo, *MEHERIS: L’espoir possible. Les fosses communes et premiers Sahraouis disparus identifiés. Résumé* (Sept 2013), [http://publicaciones.hegoa.ehu.es/assets/pdf2s/298/Meheris\_SUMMARY\_(Ingles\_Frances\_arabe).pdf?1378901]544 (indiquant que le Maroc a donné une réponse “une réponse fragmentée, limitée et partielle” en ce qui concerne le sort de 207 de ces victimes dans son rapport du Conseil consultatif marocain des Droits de l’Homme de décembre 2010); voir également Conseil des Droits de l’Homme, Rapport du Groupe de Travail sur les disparitions forcées ou involontaires, point 45, U.N. Doc.A/HRC/13/31/Add.1 (9 février 2010), [<http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/13session/A-HRC-13-31-Add1_fr.pdf>] (notant que les allégations selon lesquelles la commission équité et réconciliation n’a pas réussi à faire toute la lumière sur les cas de disparitions forcées dont elle avait été saisie et remarquant que cette Commission avait annulé la seule audition publique qui avait été prévue au Sahara occidental). Pour un aperçu du travail de la Commission équité et réconciliation, dont le mandat était d’enquêter sur les cas de disparitions forcées et de détentions arbitraires au Maroc entre 1956 et 1999, voir Human Rights Watch, Honoring Past Victims During an Uncertain Present (Novembre 2005),[ <https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/morocco1105wcover.pdf>]. [↑](#footnote-ref-18)
19. Les organisations de défense des droits de l’homme et les organismes gouvernementaux ont publié des estimations différentes du nombre de Sahraouis qui restent disparus. Voir par exemple*,* Euro-Mediterranean Human Rights Network, EMHRN Mission Report: The Human Rights Situation in Morocco and the Western Sahara 26 (2015) (notant que plusieurs ONG ont estimé le nombre de personnes disparues dont le sort reste inconnu à 551) ; Carlos Martín Beristain et Francisco Etxeberria Gabilondolo, MEHERIS: *L’espoir possible. Les fosses communes et premiers Sahraouis disparus identifiés. Résumé* (septembre 2013), [<http://publicaciones.hegoa.ehu.es/assets/pdf2s/298/Meheris_SUMMARY_(Ingles_Frances_arabe).pdf?1378901544>] (notant qu’il y a “plus de 400 Sahraouis victimes de disparition forcée) ; Commission Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples, *Report of the Fact-Finding Mission to the Sahrawi Arab Democratic Republic,* ¶35-36 (Sept. 24-28, 2012), [<http://www.achpr.org/files/sessions/12th-eo/mission-reports/promotion_mission-2012/mission_report_sahrawi_cpta_eng.pdf.pdf>] (notant que, alors que les témoins sahraouis estimaient qu’il y a vait au moins 500 personnes restant victims de disparition forcée, la Commission Nationale Marocaine des Droits de l’Homme n’avait reconnu que 352 cas) ; Human Rights Watch, Honoring Past Victims During an Uncertain Present 42 (Novembre 2005), [<https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/morocco1105wcover.pdf>] (notant que l’ancien Président de la Commission équité et réconciliation estime que le nombre de Sahraouis “manquants” ou disparus doit être beaucoup moins élevé que ce que prétendent les ONG). [↑](#footnote-ref-19)
20. VoirComité des droits de l’homme, observation générale n°31*, La nature de l’obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte***, U.N. Doc. CCPR/C/21/Rev.1/Add.13 (2004),** point 18**.** [↑](#footnote-ref-20)
21. Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, art. 6, 20 décembre 2006, 2761 U.N.T.S. 3.; Voir également, Carlos Martín Beristain and Francisco Etxeberria Gabilondolo, *MEHERIS: L’espoir possible. Les fosses communes et premiers Sahraouis disparus identifiés. Résumé* (Sept 2013), [<http://publicaciones.hegoa.ehu.es/assets/pdf2s/298/Meheris_SUMMARY_(Ingles_Frances_arabe).pdf?1378901544>]. [↑](#footnote-ref-21)
22. Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées art. 6, 20 décembre 2006, 2761 U.N.T.S. 3. [↑](#footnote-ref-22)
23. Carlos Martín Beristain et Francisco Etxeberria Gabilondolo, *MEHERIS: L’espoir possible. Les fosses communes et premiers Sahraouis disparus identifiés* (Sept 2013),

    [[http://publicaciones.hegoa.ehu.es/assets/pdf2s/298/Meheris\_SUMMARY\_(Ingles\_Frances\_arabe).pdf?1378901]544](http://publicaciones.hegoa.ehu.es/assets/pdf2s/298/Meheris_SUMMARY_(Ingles_Frances_arabe).pdf?1378901%5d544). En février 2015, ASVDH a contacté le conseil des droits de l’homme marocain au sujet de la découverte de restes humains sur le site dans les environs de El Aaiun. [↑](#footnote-ref-23)
24. *Ibid.* para 10. Selon ASVDH, l’IER n’aurait traité que 20 cas de disparitions. [↑](#footnote-ref-24)
25. Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées ou Involontaires, *Report on Enforced or Involuntary Disappearances*, Cas No. 10002788, 13 janvier 2010. [↑](#footnote-ref-25)
26. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-26)
27. Projet de Constitution adopté par référendum le 1er juillet 2011, Royaume du Maroc, Bulletin officiel n°5952bis 14rejeb 1432 (17/6/2011). L’article 23 dispose dans sa partie pertinente que “*Nul ne peut être arrêté, détenu, poursuivi ou condamné en dehors des cas et des formes prévus par la loi. La détention arbitraire ou secrète et la disparition forcée sont des crimes de la plus haute gravité et exposent leurs auteurs aux punitions les plus sévères. Toute personne détenue doit être informée immédiatement, d’une façon qui lui soit compréhensible, des motifs de sa détention et de ses droits, dont celui de garder le silence. Elle doit bénéficier, au plus tôt, d’une assistance juridique et de la possibilité de communication avec ses proches, conformément à la loi* *”*, <http://www.constitutionnet.org/files/maroc._frenchocr.pdf>. Voir également Rapport du Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées ou Involontaires, *Addendum Follow-up rep. to the recommendations made by the Working Group, Missions to El Salvador and Morocco*,U.N. Doc. A/HRC/22/45/Add.3 (1er mars 2013) [<http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session22/A.HRC.22.45.Add.3_EFS.pdf>] , [http://www.refworld.org/docid/513716982.htm]l. [↑](#footnote-ref-27)
28. Rapport du Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées ou Involontaires : *Addendum Follow-up rep. to the recommendations made by the Working Group, Missions to El Salvador and Morocco*,U.N. Doc. A/HRC/22/45/Add.3 (1er mars, 2013), [http://www.refworld.org/docid/513716982.html] point 18. [↑](#footnote-ref-28)
29. Selon l’article 2 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, 20 décembre 2006, 2761 U.N.T.S. 3 :

    *on entend par « disparition forcée » l'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'État ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'État, suivi du déni de la reconnaissance de la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, la soustrayant à la protection de la loi.* [↑](#footnote-ref-29)
30. *Rapport du Rapporteur Spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,* *Additif, Mission au Maroc*, U.N. Doc. A/HRC/22/53/Add.2, (28 février 2013), [<http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session22/A-HRC-22-53-Add-2_fr.pdf>] ; Joanna Christian Allan & Hamza Lakhal, *Acting with Impunity: Morocco’s Human Rights Violations in Western Sahara and the Silence of the International Community,* Norwegian Students’ and Academics Int’l Assistance Fund 7 (Avril 2015).[ <https://saih.no/assets/docs/Acting-With-Impunity-Western-Sahara-report.pdf>]. [↑](#footnote-ref-30)
31. Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 18 décembre 2002, 2375 U.N.T.S. 237 ; Amnesty International, *L’ombre de l’impunité : la torture au Maroc et au Sahara Occidental*, [[*https://www.amnesty.org/download/.../MDE290012015FRENCH.PDF*](https://www.amnesty.org/download/.../MDE290012015FRENCH.PDF)] *(*18 mai 2015) ;  Joanna Christian Allan & Hamza Lakhal, *Acting with Impunity: Morocco’s Human Rights Violations in Western Sahara and the Silence of the International Community,* Norwegian Students’ and Academics Int’l Assistance Fund 18 (Avril 2015). [<https://saih.no/assets/docs/Acting-With-Impunity-Western-Sahara-report.pdf>]. [↑](#footnote-ref-31)
32. Joanna Christian Allan & Hamza Lakhal, *Acting with Impunity: Morocco’s Human Rights Violations in Western Sahara and the Silence of the International Community,* Norwegian Students’ and Academics Int’l Assistance Fund 18 (Avril 2015), [<https://saih.no/assets/docs/Acting-With-Impunity-Western-Sahara-report.pdf>] [↑](#footnote-ref-32)
33. *Ibid.* Les ONGs locales indiquent qu’entre 53 et 71 Sahraouis sont morts en détention au Maroc des suites de torture entre 1975 et 2013. U.S. Dep’t of State, Western Sahara 2013 Human Rights Report 2 (2014). [<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2013/nea/220383.htm>]. [↑](#footnote-ref-33)
34. Joanna Christian Allan & Hamza Lakhal, *Acting with Impunity: Morocco’s Human Rights Violations in Western Sahara and the Silence of the International Community,* Norwegian Students’ and Academics Int’l Assistance Fund 18 (Avril 2015). [<https://saih.no/assets/docs/Acting-With-Impunity-Western-Sahara-report.pdf>]. [↑](#footnote-ref-34)
35. *Rapport du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Additif, Mission au Maroc*, A/HRC/22/53/Add.2 (28 février 2013), point 17, [<http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session22/A-HRC-22-53-Add-2_fr.pdf>]. [↑](#footnote-ref-35)
36. Rapport du Groupe de travail sur les détentions arbitraires, *Additif : Mission au Maroc*, U.N. Doc. A/HRC/27/48/Add.5, (4 août 2014), p. 8. [<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=53eb31b>]. [↑](#footnote-ref-36)
37. *Rapport du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Additif, Mission au Maroc*, A/HRC/22/53/Add.2 (28 février 2013), ¶ 62, [<http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session22/A-HRC-22-53-Add-2_fr.pdf>]. [↑](#footnote-ref-37)
38. *Ibid.* para 27*.* [↑](#footnote-ref-38)
39. *Rapport du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Additif, Mission au Maroc*, A/HRC/22/53/Add.2 (28 février 2013), ¶ 33, [<http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session22/A-HRC-22-53-Add-2_fr.pdf>]. [↑](#footnote-ref-39)
40. Amnesty International, *L’ombre de l’impunité : la torture au Maroc et au Sahara Occidental*, [[*https://www.amnesty.org/download/.../MDE290012015FRENCH.PDF*](https://www.amnesty.org/download/.../MDE290012015FRENCH.PDF)] *(*18 mai 2015). [↑](#footnote-ref-40)
41. Joëlle Toutain, observatrice au procès de Gdeim Izik, association des amis de la republique arabe saharouie (2013); Comité Contre la Torture, Décision Adoptée par le Comité à sa Cinquante-Quatrième Session 20 Avril - 15 Mai 2015, CAT/c/54/d/606/2014 (admettant la recevabilité de la plainte pour torture déposée par Naama Asfari contre le Maroc et exigeant du Maroc qu’il réponde à ces allégations de torture). [↑](#footnote-ref-41)
42. Joëlle Toutain, *supra* note 41. [↑](#footnote-ref-42)
43. *Rapport du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Additif, Mission au Maroc*, A/HRC/22/53/Add.2 (28 février 2013), para 66, [<http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session22/A-HRC-22-53-Add-2_fr.pdf>]. [↑](#footnote-ref-43)
44. *Ibid.*, point 28. [↑](#footnote-ref-44)
45. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-45)
46. *Ibid.* point 66. [↑](#footnote-ref-46)
47. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-47)
48. Stephen Zunes et Jacob Mundy, *Western Sahara : War Nationalism, and Conflict Irresolution* (2010), pp. 21-23. [↑](#footnote-ref-48)
49. Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental, S/2008/251, §27. [↑](#footnote-ref-49)
50. Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental, S/2013/220, §54. [↑](#footnote-ref-50)
51. « Conséquences juridiques de l’édification d’un mur dans le territoire palestinien occupé », *C.I.J. Recueil* 2004, p. 136, §134 (9 juillet 2004) (« Au total, de l'avis de la Cour, la construction du mur et le régime qui lui est associé entravent la liberté de circulation des habitants du territoire palestinien occupé (à l'exception des ressortissants israéliens et assimilés) telle que garantie par le paragraphe 1 de l'article 12 du pacte international relatif aux droits civils et politiques »). [↑](#footnote-ref-51)
52. *Ibidem.,* §133 (« Elles sont aggravées du fait que les portes d'accès sont dans certains secteurs en nombre réduit et que leurs horaires d'ouverture paraissent limités et appliqués de manière irrégulière ».). [↑](#footnote-ref-52)
53. *Ibidem.,* §133 (« Quant au rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, il constate que la construction du mur «coupe les Palestiniens de leurs terres agricoles, de leurs puits et de leurs moyens de subsistance ».). [↑](#footnote-ref-53)
54. Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental, S/2014/258, §43 (10 avril 2014) (« La contamination généralisée à la suite des mines terrestres et des restes explosifs de guerre dans l’ensemble du Sahara occidental continue de mettre en danger la vie des populations locales, des nomades et des réfugiés, tout comme celle des observateurs militaires et des équipes de logistique de la MINURSO. À l’est du mur de sable, deux civils ont été blessés par l’explosion d’une mine. Le Front Polisario a également signalé d’importantes pertes de bétail du fait des mines, en particulier dans la zone tampon ».). [↑](#footnote-ref-54)
55. « Conséquences juridiques de l’édification d’un mur dans le territoire palestinien occupé », C.I.J. Recueil 2004, p. 136, §163 (9 juillet 2004). [↑](#footnote-ref-55)
56. Correspondance mail avec une source fiable et informée requérant l’anonymat pour des raisons de sécurité, 9 novembre 2015 [ci-après : *Nov. 9 Reliable Source Correspondence*]. [↑](#footnote-ref-56)
57. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-57)
58. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-58)
59. Aida Alami, *Moroccan Government Cracks Down on Journalists and Activists*, N.Y. Times ( 11 oct. 11, 2015), [<http://www.nytimes.com/2015/10/12/world/africa/moroccan-government-cracks-down-on-journalists-and-activists.html?ref=africa&_r=2>] ; *Nov. 9 Reliable Source Correspondence*, *supra* note 56. [↑](#footnote-ref-59)
60. *Nov. 9 Reliable Source Correspondence, supra* note 56. [↑](#footnote-ref-60)
61. Entretien avec Sidi Ahmed Messka, Président de Adala UK, 23 novembre 2015. [↑](#footnote-ref-61)
62. *Communiqué de l’Association Sahraouie Des Victimes des Violations Graves des Droits de l’Homme Commises par l’Etat du Maroc*, SaharaDoc (22 Janvier 2013), [<https://saharadoc.wordpress.com/2013/01/22/communique-de-lassociation-sahraouie-des-victimes-des-violations-graves-des-droits-de-lhomme-commises-par-letat-du-maroc/>]. [↑](#footnote-ref-62)
63. VoirAss’n of Friends of the SADR of Alava, The Human Rights Situation in Occupied Territories of Western Sahara 3 (janvier 2008),[ http://www.fmyv.es/ci/in/HR/6.pdf] (décrivant le cas de El Mami Amar Salem, un Sahraoui auquel les autorités marocaines ont confisqué ses papiers d’identité et qu’elles ont renvoyé en Mauritanie). [↑](#footnote-ref-63)
64. Voir par exemple : *Morocco: Reverse Expulsion of Sahrawi Activist*, Human Rights Watch (19 nov., 2009), [https://www.hrw.org/news/2009/11/19/morocco-reverse-expulsion-sahrawi-activist] ; *Statements for US and International Officials in Support of the Return of Aminatou Haidar*, RFK Center (11 dec., 2009), http://rfkcenter.org/statements-from-us-and-international-officials-in-support-of-the-return-of-aminatou-haidar-updated-1211?lang=en; *RFK Center Applauds Return of Aminatou Haidar to Western Sahara*, RFK Center 18 dec., 2009), [http://rfkcenter.org/rfk-center-applauds-return-of-aminatou-haidar-to-western-sahara?lang=en] ; *Kerry Kennedy urges Morocco: Allow Return of Illegally Expelled Saharawi Rights Defender, Aminatou Haidar*, RFK Center (24 dec., 2009), [http://rfkcenter.org/kerry-kennedy-urges-morocco-allow-return-of-illegally-expelled-saharawi-rights-defender-aminatou-haidar?lang=en]. [↑](#footnote-ref-64)
65. Human Rights Watch indiquait au moment des faits que le camp comptait 6.500 personnes (cf Western Sahara: Beatings, Abuse by Security Forces, HUMAN RIGHTS WATCH (26 nov, 2010), [https://www.hrw.org/news/2010/11/26/western-sahara-beatings-abuse-moroccan-security-forces]). Cependant, les organisations sur place soutiennent qu’il y avait entre 20.000 et 28.000 personnes. [↑](#footnote-ref-65)
66. Cf. Western Sahara: Beatings, Abuse by Security Forces, Human Rights Watch (Nov. 26 nov., 2010), <https://www.hrw.org/news/2010/11/26/western-sahara-beatings-abuse-moroccan-security-forces> [↑](#footnote-ref-66)
67. *Ibid ;* Amnesty International, « Manifestations, violence et répression au Sahara Occidental », décembre 2010 ; Rapport de l’A.S.V.D.H (Association Sahraouie des victimes des violations graves des droits de l’homme commises par l’Etat du Maroc), « Rapport sur le campement de Gdeim Izik et les évènements qui ont suivi son démantèlement », janvier 2011, [https://saharadoc.wordpress.com/2011/01/08/rapport-de-lasvdhsur-

    le-campement-de-gdeim-izik/].  [↑](#footnote-ref-67)
68. Rapport du Secrétaire Général de l’ONU sur la situation concernant le Sahara Occidental, en date du 8 avril 2013 ; Rapport duRapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, « Mission au Maroc », en date du 28 février 2013, *supra* note 30 ; Rapport du Comité contre la torture, observations finales, en date du 21 décembre 2011. [↑](#footnote-ref-68)
69. Joëlle Toutain, *supra* note 41. [↑](#footnote-ref-69)
70. Voir Western Sahara: Beatings, Abuse by Security Forces, Human Rights Watch (Nov. 26, 2010), <https://www.hrw.org/news/2010/11/26/western-sahara-beatings-abuse-moroccan-security-forces>. [↑](#footnote-ref-70)
71. Voir M. Ellman, Procès « Gdaim Izik », tribunal militaire permanent Rabat-Maroc, Rapport d’observation, oct 2012-fev. 2013, para 6. [↑](#footnote-ref-71)
72. *Ibid* ; Euro-Mediterranean Human Rights Network (2012–2013); Gdeim Izik: The Trial, Western Sahara Resource Watch (Feb 21, 2014, 21:09 PM) <http://wsrw.org/a131x2834>. Outre les aveux obtenus sous la contrainte, la preuve produite contre les accusés était une vidéo des manifestations de Gdeim Izik dans laquelle aucun des accusés n’a pu être identifié ; *Maroc : le procès des civils sahraouis a été entaché d’irrégularités*, Human Rights watch (1er avril 2013), [<https://www.hrw.org/fr/news/2013/04/01/maroc-le-proces-des-civils-sahraouis-ete-entache-dirregularites>]. [↑](#footnote-ref-72)
73. *Maroc : le procès des civils sahraouis a été entaché d’irrégularités*, supra note 72. [↑](#footnote-ref-73)
74. Comité des droits de l’homme, Observation générale n° 32, article 14 (Droit à l’égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable), 97ème session 2007, HRI/GEN/1/Rev.9 (Vol.I) page 290, point 22, p. 295. [↑](#footnote-ref-74)
75. *Maroc : le procès des civils sahraouis a été entaché d’irrégularités*, Human Rights watch (1er avril 2013), <https://www.hrw.org/fr/news/2013/04/01/maroc-le-proces-des-civils-sahraouis-ete-entache-dirregularites> [↑](#footnote-ref-75)
76. Comité des droits de l’homme, Observation générale n° 32, article 14 (Droit à l’égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable), 97ème session 2007, HRI/GEN/1/Rev.9 (Vol.I) page 290, point 48, p. 301 [↑](#footnote-ref-76)
77. Allocution par M. Driss El Yazami, CNDH, Kingdom of Morocco Human Rights Council, (14 mars, 2014). [↑](#footnote-ref-77)
78. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-78)
79. Voir, Frontline Defenders, *Mbarek Daoudi condamné a 5 ans d’emprisonnement* : https://www.frontlinedefenders.org/fr/node/30239. [↑](#footnote-ref-79)
80. Dustur al-Mamlakah al-Maghribiyah [Constitution] 1er juillet, 2011, art. 24 (Moro.). [↑](#footnote-ref-80)
81. Voir généralement, par exemple, Privacy Int’l, Their Eyes on Me: Stories of Surveillance in Morocco (7 avril 2015), [https://www.privacyinternational.org/sites/default/files/Their%20Eyes%20on%20Me%20-%20English\_0.pdf]. [↑](#footnote-ref-81)
82. *Nov. 9 Reliable Source Correspondence*, *supra* note 56. Les policiers ont repassé les appels enregistrés pendant l’interrogatoire des militants pour obtenir des aveux. [↑](#footnote-ref-82)
83. *Ibid ; cf* Bill Marczak, *Research on Hacking Team and Finfisher highlighted in Motherboard*, CITIZENLAB (17 nov, 2015), [https://citizenlab.org/2015/11/researchon-

    hacking-team-and-finfisher-highlighted-in-motherboard/]. [↑](#footnote-ref-83)
84. *Nov. 9 Reliable Source Correspondence*, *supra* note 56. [↑](#footnote-ref-84)
85. *Rapport du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Additif, Mission au Maroc*, A/HRC/22/53/Add.2 (28 février 2013), point 64, [<http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session22/A-HRC-22-53-Add-2_fr.pdf>]. [↑](#footnote-ref-85)
86. Euro-Mediterranean Human Rights Network, supra note 19. [↑](#footnote-ref-86)
87. Entretien avec une source fiable et informée requérant l’anonymat pour des raisons de sécurité, 17 avril 2015 [ci-après *April 17 Reliable Source Interview*]. [↑](#footnote-ref-87)
88. Voir en généralRobert F. Kennedy Human Rights Center, Western Sahara: Human Rights Violations Reported Between January 1, 2015 and June 30, 2015, 9-14 (2015), [<http://rfkcenter.org/media/filer_public/b9/be/b9bed235-e905-4674-8aeb->bfe33697ee20/western\_sahara\_human\_rights\_report\_for\_january\_-\_june\_2015.pdf] ; voir également Alexis Arieff, Cong. Research Serv., Western Sahara 9 (8 oct, 2014), [https://www.fas.org/sgp/crs/row/RS20962.pdf] (“Moroccan security forces reportedly use disproportionate force to break up periodic protests by Sahrawis.”). [↑](#footnote-ref-88)
89. CODESA, 2014 Report 3. [↑](#footnote-ref-89)
90. Voir par exemple U.S. Dep’t of State, *supra* n. 33. [↑](#footnote-ref-90)
91. Mendez, *supra*, n. 85, point 63. [↑](#footnote-ref-91)
92. Robert F. Kennedy Human Rights Center, *supra* note 88, point 12. [↑](#footnote-ref-92)
93. Adala UK, Visit Report: Occupied Western Sahara & Morocco, Cities of Laayoune, Agadir and Rabat 27th October - 7th November 2014, 10 (2014),[ <https://adalauk.files.wordpress.com/2014/04/visit-report-by-member-of-adala-uk-to-the-occupied-territories.pdf>] ; voir également *ASVDH Statement*, ASVDH (12 mai, 2013),[http://www.asvdh.net/asvdh-statement-3/] (indiquant des noms de militants affectés par ces raids, ainsi que des dates). [↑](#footnote-ref-93)
94. Bureau du Haut Commissaire des Nations-Unies aux Droits de l’Homme, Rapport du Haut commissaire aux droits de l’homme sur sa mission au Sahara occidental et dans les camps de réfugiés de tindouf (8 septembre 2006), [http://www.arso.org/OHCHRrep2006en.pdf]. [↑](#footnote-ref-94)
95. Entretien avec Sidi Ahmed Messka, President of Adala UK, 23 novembre, 2015. [↑](#footnote-ref-95)
96. U.S. Dep’t of State, *supra* note 33, point 9 ;voir également Aida Alami, *supra* note 59. [↑](#footnote-ref-96)
97. VoirAida Alami, *supra* note 59. [↑](#footnote-ref-97)
98. Euro-Mediterranean Human Rights Network, *supra* note 19**.** [↑](#footnote-ref-98)
99. VoirKarlos Zurutuza, *Breaking the Media Blackout in Western Sahara*, Inter Press Serv. (23 aout 2015), [http://www.ipsnews.net/2015/08/breaking-the-media-blackout-in-western-sahara/] ; *Sahrawi Media Activist Mohamed Mayara Exposed to Harassment and Provocation*, Sahara Press Serv. (13 sept, 2015, 10:59), [<http://www.spsrasd.info/en/content/sahrawi-media-activist-mohamed-mayara-exposed-harassment-and-provocation>] ; voir également Aida Alami, *supra* note 59. [↑](#footnote-ref-99)
100. Voir Amnesty International rapport annuel : Maroc et Sahara occidental, 24 mai 2013 [<https://saharadoc.wordpress.com/2013/05/24/rapport-2013-damnesty-international-maroc-et-sahara-occidental>]. [↑](#footnote-ref-100)
101. VoirRobert F. Kennedy Human Rights Center, Western Sahara: Human Rights Violations Reported Between March 1, 2014 and December 31, 2014, 4 (2014), [http://fr.birdhso.org/images/upload/EN\_rfk\_report\_2014.pdf]. [↑](#footnote-ref-101)
102. Voir par exemple : *Morocco: Free or Retry 21 Sahrawis Jailed 5 Years Ago*, Human Rights Watch (5 nov, 2015), <https://www.hrw.org/news/2015/11/05/morocco-free-or-retry-21-sahrawis-jailed-5-years-ago>) ; Amnesty International, *Rapport annuel: Maroc et Sahara occidental 2013*, *supra* note 100 (“plusieurs dizaines de personnes qui manifestaient à El Aaiun en solidarité avec 23 prisonniers sahraouis auraient été blessées par la police le 13 janvier ”). [↑](#footnote-ref-102)
103. Voir, par exemple, *Ahmed Sbaai*, Western Sahara Resource Watch (15 fev., 2014, 11:11), [http://wsrw.org/ma131x2810] ; *Morocco: Sentencing of human rights defender Ennaama Asfari and expulsion from Morocco of 4 international observers of his trial*, Front Line Defenders (Avril 2008), [https://www.frontlinedefenders.org/fr/node/1420]. [↑](#footnote-ref-103)
104. Voir *Morocco: Drop Charges Against Activists*, Human Rights Watch (8 nov, 2015), [https://www.hrw.org/news/2015/11/08/morocco-drop-charges-against-activists]. [↑](#footnote-ref-104)
105. Royaume du Maroc, Loi réglementant le droit d’association du 15 novembre 1958, articles 2 et 5. Selon l’article 5 *« toute association doit faire l’objet d’une déclaration au siège de l’autorité administrative dans le ressort duquel se trouve le siège de l’association**[…] Lorsque la déclaration remplit les conditions prévues à l'alinéa ci-dessous, le récépissé définitif est délivré obligatoirement dans un délai maximum de 60 jours; à défaut, l'association peut exercer son activité conformément à l'objet prévu dans ses statuts. »* <https://www.imolin.org/doc/amlid/Morocco/Morocco_Dahir_no_1-58-376_reglementant_le_droit_dassociation_1958.pdf> [↑](#footnote-ref-105)
106. *Ibidem.*, article 3. [↑](#footnote-ref-106)
107. Voir, par exemple, *World Report 2015: Morocco/Western Sahara*,Human Rights Watch, [https://www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/morocco/western-sahara] (vu le 20 nov., 2015) ; Human Rights Watch, Freedom to Create Associations: A Declarative Regime in Name Only 4–5 (2009), [http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/morocco1009webwcover.pdf] ; Office of the UN High Comm’r for Human Rights, *supra* note94, para 10–11. [↑](#footnote-ref-107)
108. *Voir* Robert F. Kennedy Human Rights, *The Moroccan Government Continues Systematic Violations against the Sahrawi People: Reported human rights violations, September 2013-February 2014* (2014) 3; Robert F. Kennedy Human Rights, *Nowhere to Turn: The Consequences of the Failure to Monitor Human Rights Violations in Western Sahara and Tindouf Refugee Camps* (2013) 26, [http://rfkcenter.org/images/attachments/article/1884/NowhereToTurnLoRes.pdf]. [↑](#footnote-ref-108)
109. *Nov. 9 Reliable Source Correspondence*, *supra* note 56. Dans de nombreux cas, les organisations ont tenté de remplir les documents nécessaires, mais les fonctionnaires marocains ont refusé de les accepter, ou de leur délivrer un récépissé de déclaration. *Morocco/Western Sahara: Rights Group Legalized*, Human Rights Watch (Aug. 24, 2015), [https://www.hrw.org/news/2015/08/24/morocco/western-sahara-rights-group-legalized]. [↑](#footnote-ref-109)
110. *Morocco/Western Sahara: Rights Group Legalized*, *supra* note 109 (“[T]he ASVDH had received no notification of . . . objections and is now presumably definitively registered. Authorities should now deliver the group’s final receipt . . . .” L’ASVDH n’a pas reçu de notification d’objections et est supposée être désormais définitivement enregistrée. Les autorités devraient lui délivrer maintenant le récépissé de constitution d’association). [↑](#footnote-ref-110)
111. *Ibid. ; Nov. 9 Reliable Source Correspondence*, *supra* note 56. [↑](#footnote-ref-111)
112. Ceci inclut le CODAPSO, le Forum pour l’avenir de la femme sahraouie, le Comité sahraoui pour l’élimination de la torture, la Freedom Sun Organization et le comité sahraoui pour le soutien au plan de paix onusien et pour la protection des ressources naturelles. *Nov. 9 Reliable Source Correspondence*, *supra* note 56. [↑](#footnote-ref-112)
113. *Nov. 9 Reliable Source Correspondence*, *supra* note 56. [↑](#footnote-ref-113)